COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 31 MAI 1980 | N° 72 | PRIX : ANTILLES 2F FRANCE 3 F

Editorial

LES AGRESSIONS DU POUVOIR CONTRE LES TRAVAILLEURS SE GENERALISENT, LA RIPOSTE GENERALE DES TRAVAILLEURS S'IMPOSE

Devant la détermination des travailleurs de ne pas être des victimes consentantes des transformations économiques dues à la crise, le pouvoir fait donner des troupes de répression.

On les a vu intervenir successivement à Capesterre, Sainte-Rose et Fort-de-France.

Le pouvoir a facilité tant qu'il a pu les opérations montées par les patrons. Les usiniers de Blanchet et Darboussier ont pu malgré les mots ronflants du Dijoud «de service», fermer Blanchet et annoncer tranquillement ensuite la mort de Darboussier. Les dockers de Fort-de-France ont tenté de s'opposer à l'avenir sombre qu'on leur réserve par la mise au chômage d'une grande partie d'entre eux.

Leur lutte s'est heurtée à une imposante force militaire qui pratiquement interdit toute approche des quais de Fort-de-France aux dockers.

Lorsque les petits planteurs de canne de Guadeloupe inquiets de la disparition des usines et du transfert des terres de ces usines à une autre grosse société entreprennent un mouvement de replantation en cannes sur les terres cédées à la Compagnie Fruitière, le pouvoir là aussi envoie CRS et gendarmes en grande quantité.

Le coup de force de la CGM contre le port de Basse-Terre tient de la même politique : ignorer les aspirations des ouvriers et des autres couches laborieuses et utiliser la force pour faire passer les mesures dirigées contre eux.

Ce ne peut que conduire à l'idée que les luttes des travailleurs doivent s'organiser de façon à résister à ces coups de force. Il s'agit aujourd'hui de préparer nos luttes de façon à faire face à ces nouvelles formes agressives de riposte des patrons.

Les travailleurs n'ont que leurs luttes pour changer leur sort. Ils ne pourraient admettre qu'on leur impose de renoncer à ces luttes même par la force.

Les travailleurs ont le droit de grève et de manifestation. Mais ils ont aussi le droit de s'opposer à toutes les manœuvres organisées par les patrons pour déjouer les effets de leur grève. L'embauche de chômeurs ou de personnels spécialisés pour faire le travail qui est arrêté par les grévistes en est une. Dans un pays où il y a plus de chômeurs que de travailleurs ayant une activité régulière c'est un moyen efficace de briser les luttes ouvrières.

Quant à la force de répression que l'on voit de plus en plus souvent contre les travailleurs, elle ne pourra pas servir contre tous les travailleurs lorsque ceux-ci décideront de donner une ampleur générale à leurs luttes. Contre un mouvement d'ensemble des travailleurs aucune force militaire ou policière ne pourra grand-chose, ou alors il faudra mettre un soldat derrière chaque habitant de ce pays.

Malgré la présence des forces de répression à Capesterre et à Sainte Rose LES TRAVAILLEURS AGRICOLES NE CEDENT PAS !

A SAINTE ROSE :

Face aux gardes-mobiles, les occupants de Sainte-Rose résistent à la Compagnie Fruitière.

Jeudi 22 mai, un nombre important de gardes-mobiles ont quadrillé les habitations de Bonne-Mère et de Dupré Roussel à Sainte-Rose. Ils étaient aussi postés à la Boucan, à Bis et Cacao.

Jeeps et camions militaires sillonnaient les lieux. Il y avait même deux ambulances. Bref : un véritable attirail de guerre !

Mitraillette au poing, les gardes-mobiles contrôlaient tous ceux qui circulaient dans la région.

Cette opération d'intimidation était dirigée contre les occupants des terres que la Compagnie Fruitière exploite en banane. Les dirigeants de cette compagnie avaient décidé de labourer les terres que les occupants avaient plantées en canne. Ils pensaient, sous la protection des gardes-mobiles arracher les plants de canne et planter de la banane.

Dès deux heures du matin, le jeudi, les occupants étaient déjà rassemblés sur les lieux pour défendre leurs plants. Quand les gardes-mobiles sont arrivés un peu plus tard il y avait déjà près de 150 occupants sur les terres.

Certains représentants de la SAG et de la SEF (société d'exploitation fruitière) se trouvaient également sur les lieux pour ordonner de labourer. Ils furent entourés par les occupants qui exprimèrent leur mécontentement. A ceux-ci, s'étaient joints les ouvriers agricoles qui sont embauchés pour planter la banane. Ces derniers refusèrent de travailler sous la protection des gardes-mobiles. Face aux protestations des occupants et des ouvriers agricoles, les patrons ont dû renoncer à leur projet.

En fin de matinée, il n'y avait plus de gardes-mobiles dans la région.

Ce déploiement de forces n'a pu empêcher les occupants de résister. Comme ceux de Capesterre, ceux de Sainte-Rose ne se sont pas laissés intimider par les gardes-mobiles, gendarmes et autres...

Les petits planteurs, colons et ouvriers agricoles de Sainte-Rose occupent les terres de la Compagnie Fruitière depuis 3 semaines. Ils ont déjà planté près de 100 hectares en canne. La Compagnie Fruitière comptait sur un coup de force, avec la protection des gardes-mobiles pour récupérer les terres plantées en canne et expulser les occupants. Mais ses tentatives ont échoué.

Encore une fois, les travailleurs agricoles et les petits paysans de Sainte-Rose ont montré leur détermination à se battre et à résister vaillamment à la pression des forces de l'ordre colonial .

A CAPESTERRE :

Après la deuxième destruction de leur «tente» par les forces de répression, le mardi 20 mai, les travailleurs et la population de Capesterre avaient manifesté en montrant leur colère. Ensuite ils avaient remonté la tente. Depuis, les forces de répression semblent plus discrètes sauf dimanche, où les CRS ont brutalisé violemment les occupants à coups de crosse de fusil et à coups de pied. Ces derniers avaient tenté de planter une partie du terrain en cultures vivrières.
La brutalité avec laquelle sont intervenues les forces de répression dimanche prouve qu'à n'importe quel moment, une répression plus brutale encore peut s'abattre sur les travailleurs

A FORT-DE-FRANCE :

SUSPENSION DE LA GREVE DES DOCKERS, MAIS LE MECONTENTEMENT EST TOUJOURS VIF

Bien que le travail ait repris durant le week-end de la Pentecôte, la situation demeure toujours aussi tendue sur le port de Fort-de-France. Les dockers ont accepté de reprendre le travail afin de charger les bananiers. En effet, dès le début de la grève, Fabre, le président de la SICABAM a accusé les dockers de mettre en péril l'économie bananière, précisément au moment où 8 mois après David la récolte reprenait!

Aussi, pour ne pas donner prise à cet argument, avec lequel les gros capitalistes comme Fabre tentaient de mobiliser petits planteurs, camionneurs et ouvriers agricoles contre eux, les dockers ont interrompu leur grève en ce qui concerne le chargement de la banane.

Mais les dockers sont toujours aussi opposés aux licenciements qui doivent entrainer la mise en service des portiques de l'hydrobase. Ces appareils de manutention mis en service par la Chambre de Commerce de Fort-de-France doivent accélérer la conteneurisation et par conséquent employer beaucoup moins de personnes qu'auparavant : avec les portiques on décharge un bateau avec 26 personnes, là où il en fallait plus de 60 !

Aussi personne ne veut travailler sous les portiques. Et le mardi 27, de nouvelles négociations devaient avoir lieu entre le syndicat des dockers et les patrons du port : cela ne fera jamais que la quinzième ou la seizième, sur le problème des portiques. C'est dire donc l'acharnement des capitalistes qui sont décidés à mettre les travailleurs à genoux pour pouvoir licencier à leur guise les centaines de travailleurs sur les docks.

Les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille et sont déterminés à sauvegarder leur emploi et à empêcher les licenciements, en dépit des manœuvres intimidatrices des patrons qui ont fait occuper pendant plus d'une semaine les ports par les gardes-mobiles et qui ont fait une propagande acharnée contre les dockers. Manifestement, cela n'a pas suffi et les travailleurs sont loin d'être démoralisés, au contraire !

J.B.

SOUTIEN TOTAL AUX TRAVAILLEURS DE CAPESTERRE ET DE SAINTE ROSE

Nous publions ci-dessous le texte d'un tract unitaire de soutien aux travailleurs de Capesterre et de Sainte-Rose qui occupent les terres.

Depuis plusieurs jours d'importantes forces de la gendarmerie mobile et de la CRS quadrillent et occupent presqu'en permanence certains secteurs des communes de Capesterre et de Sainte-Rose.

La cause de tant de déploiement de troupes se trouve dans l'action déclenchée dans ces deux communes par les ouvriers agricoles et les jeunes chômeurs d'une part et par les petits paysans planteurs de canne d'autre part.

A CAPESTERRE, plusieurs centaines d'ouvriers agricoles, de jeunes chômeurs et quelques petits artisans ont occupé des terres laissées en friche par les gros propriétaires MAX MARTIN et THIONVILLE.

Pour les ouvriers de la banane qui, depuis huit mois, subissent le chômage total ou partiel, les retards de paiement de salaires, cette action d'accaparation est une riposte à la dégradation de leurs conditions de vie.

Indignés que des terres soient laissées en friche alors qu'ils sont sans ressources, ils les réclament pour y faire des jardins familiaux.

Pour les jeunes chômeurs, c'est un moyen de rejetter ce dilemme : crever de faim ou partir. Ils répondent : «ni l'un, ni l'autre ; nous voulons la terre pour y travailler et en vivre».

A SAINTE-ROSE, les paysans et les ouvriers agricoles en replantant de la canne s'opposent à la Compagnie Fruitière.

Ladite Compagnie Fruitière prétend étendre sa mainmise sur près de 1 400 hectares de terre pour y mettre de la banane.

Devant la détermination des paysans et des ouvriers agricoles, la Compagnie Fruitière a fait appel aux forces de répression.

A Capesterre et à Sainte-Rose, les forces de répression se heurtent à la même détermination des travailleurs. Quelles que soient leurs formes, les luttes de Capesterre et de Sainte-Rose posent le problème de la propriété des terres agricoles aux mains des grosses sociétés capitalistes ou de leurs familles.

Il est inadmissible , en effet, que les riches terres continuent à rester la propriété d'une poignée d'individus alors qu'en face des milliers de travailleurs agricoles et de paysans vivent dans la misère.

Ces travailleurs sont complètement démunis de terres ou possèdent de petits lopins insuffisants à leur assurer un revenu permettant une vie décente.

Ces terres aux mains des gros propriétaires et des grandes sociétés qui bénéficient de toutes les subventions ont rendu, grâce au travail des ouvriers agricoles et des paysans des dizaines de fois leur valeur ; valeurs qui se sont accumulées dans les coffres-forts des gros propriétaires et des grandes sociétés.

La terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Les luttes menées à Capesterre et à Sainte-Rose montrent que les travailleurs refusent le fait accompli de l'accaparement des terres par les gros possédants. Ils s'attaquent ainsi à la base de l'exploitation capitaliste : la propriété privée des moyens de production.

Si elle persiste dans son attitude répressive, l'administration coloniale doit savoir qu'elle n'aura pas seulement à combattre les travailleurs de Capesterre et de Sainte-Rose. Le Pouvoir se heurtera à la riposte résolue et ferme de tous les travailleurs de Guadeloupe.

Les Organisations soussignées :

- soutiennent pleinement la lutte engagée par les travailleurs agricoles, les paysans et les jeunes chômeurs de Capesterre et de Sainte-Rose pour l'amélioration de leurs conditions de vie ;
- exigent le retrait immédiat des forces de répression de la région de Sainte-Rose et de celle de Capesterre ;
- demandent que satisfaction complète soit accordée aux revendications desdits travailleurs;
- reconnaissent aux travailleurs le droit de s'organiser de façon appropriée pour résister aux agressions des forces de répression coloniales ;
- réaffirment que fondamentalement la terre doit revenir à ceux qui la travaillent ;
- appellent l'ensemble des travailleurs et la population guadeloupéenne à participer massivement aux actions de soutien aux travailleurs de Capesterre et de Sainte-Rose.
- appellent les travailleurs à participer nombreux au grand meeting organisé le **JEUDI 29 MAI 1980 à 19 H**, à Pointe-à-Pitre, au hall des Sports avec la participation des travailleurs en lutte.
- appellent à la manifestation organisée à Capesterre-Belle-Eau, le SAMEDI 31 MAI 1980 à 14H30.

Capesterre-Belle-Eau, le 26 mai 1980

COMITE D'OCCUPATION DES TERRES DE CAPESTERRE
C.G.T.G. — U.F.G. — P.C.G. — U.J.C.G. — U.I.G.-C.F.D.T. — G.R.S. — F.E.N. — C.L.R. COMBAT OUVRIER — M.A.S.U. — G.T.A.

GUADELOUPE :

La flambée des prix

Au début du mois de mai le pain et l'essence ont augmenté. Le prix du pain de 500 grs est passé de 2,50 f à 2,70 f ; le prix de la baguette est passé de 1,50 f à 1,65 f. Le litre de super qui coutait 2,88 f coûte maintenant 2,92 f. L'essence ordinaire coûte 2,77 f au lieu de 2,73 f.

Ces hausses sont importantes pour des produits de consommation courante.

Dans une famille qui consomme 3 pains par jour, la dépense journalière est maintenant de 7,10 f. Par mois, cela fait près de 200 f. Et cela uniquement pour le pain. Dans les familles nombreuses la dépense est encore plus élevée.

Sur trois ans le pain a subi trois hausses, ce qui revient à une augmentation tous les ans. Pour l'essence, les hausses se font plusieurs fois par an. Même si elles ne sont que de quelques centimes, multipliées par 3 ou 4, cela n'est pas négligeable. Ces hausses entraineront inévitablement l'augmentation du prix du transport.

Les augmentations de prix ne concernent pas uniquement le pain et l'essence. Régulièrement le prix des marchandises augmente. Les chiffres publiés par l'INSEE sont significatifs. En consultant le tableau des prix moyens, concernant les agglomérations de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre, l'on peut avoir une idée de ces hausses pour le premier trimestre de 1980. La viande en particulier coûte très cher. Déjà dans la grande majorité des familles pauvres, sa consommation est très faible. La viande est devenue un luxe pour beaucoup de ces familles.

Ces prix ont été établis à partir des deux villes. Dans les communes, ils sont évidemment plus élevés. Les notes de crédit que de nombreux travailleurs ont dans les «lolos» dépassent de beaucoup la paye.

Si les produits alimentaires coûtent aussi cher c'est parce qu'ils sont pour la plupart importés. Et cela c'est un véritable scandale.

Les gros super-marchés et les sociétés d'importation comme la SOFROI ou Central-Cash spéculent impunément sur les produits qu'ils commercialisent. Ils profitent de la totale désorganisation de la production intérieure pour la couler en baissant les prix dans un premier temps afin de mieux les augmenter par la suite, quand les produits locaux sont devenus inexistants : c'est ce qui explique que les légumes sont pendant certaines périodes plus chers sur le marché local que dans les super-marchés !

Si les prix augmentent, par contre les salaires demeurent nettement insuffisants. Les faibles augmentations de salaire ne permettent pas de «joindre les deux bouts», le SMIC est depuis le premier mai à 11,15 frs de l'heure. Cela représente un salaire journalier de 109,20 frs et un salaire mensuel de moins de 2.000 frs.

Si l'on enlève déjà le prix du pain il ne restera pas grand-chose pour les autres dépenses alimentaires. Cela signifie que pour les familles qui perçoivent moins que le SMIC, il leur est difficile de se nourrir. Cela est révoltant !

Les conséquences dramatiques de tout cela c'est la misère, la sous-alimentation, et tous autres maux qui touchent les pauvres.

Quand le gouvernement se félicite de mener une politique d'aide sociale dans les «départements d'Outre-Mer», il feint d'ignorer toute cette misère. Ce ne sont pas les quelques miettes qu'il distribue qui peuvent résoudre les difficultés financières des familles.

CHIFFRES PUBLIES PAR L'INSEE

prix moyens au détail dans les agglomérations de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre.

1er TRIMESTRE 1980

		JANVIER	FEVRIER	MARS	Variations / Janvier-Mars
pain	500grs	2,50	2,50	2,50	0%
baguette	250grs	1,50	1,50	1,50	0%
riz en vrac	1kg	3,63	3,69	3,83	+ 5%
rumsteack-faux filet	1kg	55,56	61,43	52,26	- 6%
côtes de porc	1kg	29,13	29,83	30,14	+ 3%
jambon (épaule ordinaire)	1kg	26,39	26,63	27,64	+ 5%
poulet congelé	1kg	14,30	14,08	13,97	- 2%
Grand'Gueule	1kg	22,50	22,38	23,50	+ 4%
morue «JULIENNE»	1kg	21,60	21,76	21,41	- 1%
lait liquide 1/2 écrémé	1l	3,57	3,59	3,62	+ 1%
lait concentré boite	397grs	4,16	4,19	4,20	+ 1%
beurre plaquette	250grs	8,03	8,12	8,33	+ 4%
huile	1l	6,70	6,74	6,75	+ 1%
café	250grs	11,30	11,31	11,29	0%
sucre	1kg	3,43	3,43	3,56	+ 4%

Sur les 15 produits cités en référence,
3 sont stables
3 ont baissé
9 ont monté

ENSEIGNEMENT L'ADMINISTRATION SUPPRIME 54 POSTES D'ENSEIGNEMENT

54 postes d'enseignants seront supprimés à la rentrée scolaire prochaine.

Il s'agit pour la plupart de postes occupés par des professeurs de collèges (PEGC), mais aussi de postes occupés par des professeurs de lycées et de postes d'instituteurs.

Ce mouvement de suppression touche tout particulièrement les collèges de Raizet, du Lamentin et de Petit-Bourg.

L'administration, par la bouche de l'Inspecteur d'Académie, Mr Sarlat, laisse entendre que ces suppressions seront largement compensées par de nouvelles ouvertures, et que bien souvent certains collèges ont plus de postes qu'il n'en faut.

Mais ce que ne dit pas l'administration, c'est que certaines disciplines sont plus touchées que d'autres, lettres-histoire-géographie, lettres-anglais, sciences naturelles-technologie, où l'on enregistre plus de 50 suppressions.

Comme par hasard toutes ces disciplines ont vu leur volume d'heures diminué par la Réforme Haby.

Ces suppressions ne sont donc rien d'autre que les premières conséquences de cette réforme dont l'objectif essentiel, rappelons le était de réduire les dépenses d'éducation et donc de faire payer la crise et la politique d'austérité aux élèves et professeurs.

En réalité, le gouvernement veut faire des économies sur le dos des élèves et des enseignants. De plus, ces suppressions s'accompagnent à coup sûr d'une dégradation des conditions de travail. Déjà un certain nombre d'organisations syndicales ont réagi et fait savoir leur intention de combattre ces suppressions —Les enseignants du collège du Lamentin ont fait grève dès le jeudi 22 mai.

Les syndicats enseignants ont appelé l'ensemble des enseignants à faire grève mercredi 28 et jeudi 29 mai pour protester contre la suppression de postes. Tous les enseignants sont concernés par ce problème et ces deux journées d'action seront pour eux l'occasion d'exprimer leur mécontentement contre l'insécurité de l'emploi qui les touche.

LE PPM S'OPPOSE AU PROJET DE LOI DU PARTI SOCIALISTE FRANCAIS DANS LES "DOM" : UNE OPPOSITION DE CIRCONSTANCE

Le Parti Progressiste Martiniquais vient d'exprimer sa position sur le projet de loi du Parti Socialiste français concernant le statut des DOM.

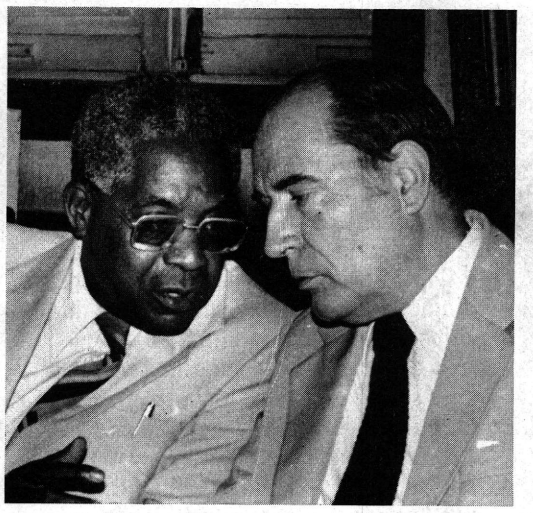
Le PPM refuse ce projet, pour la raison que «c'est encore le colonialisme qui aurait le dernier mot». . . «Et, une fois de plus le destin des pays de l'outre-mer serait l'affaire de la France, c'est-à-dire en fin de compte du gouvernement colonialiste français, avec tout son arsenal de coercition, de répression».

Ce que le PPM reproche à la proposition du PS c'est de «rechercher le changement par la voie parlementaire française». C'est le processus en lui-même qu'il refuse. Quant à la nature du changement préconisé par le Parti Socialiste français, le PPM ne le condamne pas, il affirme au contraire que le fait que le PSF reconnaisse que «les DOM ne sont pas des départements comme les autres, au point qu'il propose pour eux un statut particulier distinct du statut départemental remontant à la loi de 1871, cela est positif».

Quant au contenu du projet lui-même, qui n'est qu'une version à peine modifiée du statut départemental (remplacement du préfet par un «commissaire de la République», suppression du conseil général et du conseil régional qui sont remplacés par un conseil départemental dont les pouvoirs ne sont guère plus étendus que ceux des assemblées précédentes), le PPM ne le rejette pas, il évite plutôt de se prononcer d'une façon nette dessus.

Par contre le PPM s'élève surtout contre le fait que selon la procédure utilisée par le Parti Socialiste, ce sera à l'Assemblée Nationale à se prononcer sur ce projet de loi. C'est-à-dire qu'il reviendra en fait à l'ensemble des députés de décider s'ils acceptent ou non cette proposition de loi, et ceci quoi qu'en pensent les dix députés des DOM, dont l'avis ne comptera ni plus ni moins que celui des autres députés.

Le PPM fait mine de s'étonner que cette «procédure antidémocratique» soit suggérée par le PS, et il trouve «la démarche du Parti



Césaire prend ses distances, jusqu'à quand ?

Socialiste Français d'autant plus décevante qu que le Programme Commun de la Gauche Française avait adopté les positions de la Convention du Morne Rouge».

Quoi qu'il en soit, le PPM par cette prise de position prend ses distances par rapport au Parti Socialiste Français.

Aujourd'hui le PPM déplore le fait que «les Partis de France s'obstinent à vouloir penser et dire pour Nous».

Le Parti Socialiste n'a pas changé de nature, ni de position depuis 74, date où le PPM appelait à voter sans réserve pour Mitterrand et recevait celui-ci triomphalement à Fort-de-France, date où Aimé Césaire (affilié au Parti Socialiste à l'Assemblée) le qualifiait de «leader prestigieux de la gauche française unie celui qui incarne l'espérance d'une grand peuple et apparait comme son dernier reçours»

Le Parti Socialiste depuis très longtemps est un parti bourgeois, réformiste : son dirigeant, F. Mitterrand est un représentant de la bourgeoisie française et a défendu les intérêts coloniaux de celle-ci.

Ses positions sur le statut des DOM n'ont jamais dépassé le stade d'un statut départemental amélioré, c'est -à-dire comportant «une réelle décentralisation et l'accroissement des pouvoirs et des responsabilités des élus locaux», et reconnaissant «le droit à la différence», ce qui ne veut pas dire grand-chose. Mitterrand d'ailleurs avait trouvé une façon imagée et poétique de l'exprimer en 74, alors qu'il briguait les suffrages de la population martiniquaise et le soutien du PPM: «Si je laisse parler mon cœur, je souhaite que l'on reste ensemble» disait-il alors ! Aujourd' hui il laisse parler son cœur en proposant un projet de loi qui nie toute initiative et tout pouvoir de décision aux peuples des DOM ! Il n'a guère changé, et il reste dans le droit fil de la position qu'il prenait en 1954 lorsque, en tant que ministre de l'Intérieur, il déclarait «l'Algérie c'est la France et la France ne reconnaitra pas chez elle d autre autorité que la sienne». L'Algérie était alors colonie française et lorsque le peuple algérien demandait son droit à s'autodéterminer et à choisir son propre statut, Mitterrand répondait «la seule négociation c'est la guerre».

Pourtant cela n'empêcha pas pas Césaire, en 1974 d'adresser ces mots à Mitterrand, dans un discours particulièrement élogieux pour le secrétaire général du Parti Socialiste : «je sais que l'on vous a cherché querelle dans ce domaine (sur la question du colonialisme). Mais c'est une mauvaise querelle. Votre passé est là, et vos écrits sont là pour vous défendre, s'il en était besoin»... «Eh bien, François Mitterrand, je n'ai aucunne inquiétude aujourd'hui. Vous Socialistes, vous nous offrez l'aide de la gauche française. Nous l'acceptons...»

Aujourd'hui, le PPM rejette cette «aide», mais ce n'est pas l'aide qui a changé de nature, ni ceux qui la proposent. Il y a quelques années, avec la perspective pour la gauche d'accéder au pouvoir en France, le PPM avait vu dans son rapprochement avec le Parti Socialiste un moyen de devenir l'interlocuteur valable du futur gouvernement français de gauche et de négocier avec lui la question du statut. Aujourd'hui, cette perspective s'est éloignée. Les intérêts du PPM ne coincident plus avec ceux du PSF.

Le parti d'Aimé Césaire se pose de plus en plus en parti nationaliste de gouvernement aspirant à diriger les affaires d'une Martinique Indépendante pour les intérêts de la petite bourgeoisie martiniquaise. Cela lui impose donc à l'occasion une attitude plus indépendante des grands partis de la gauche française et du PS en particulier.

Claire GOYA

PROTESTATIONS CONTRE LA REPRESSION ANTI-SYNDICALE

COMMUNIQUE

Les organisations soussignées :

— dénoncent la répression antisyndicale à l'encontre de délégués de Beauport, de la SIG, de l'EDF, de SORESBAR etc...
— considèrent que cette répression est une constante du système capitaliste.
— se tiennent prêtes à entamer toutes actions nécessaires pour faire échec à cette répression.
— en appellent à l'ensemble des travailleurs pour défendre leurs acquis syndicaux.

Signé :

MASU (mouvement d'action syndical unifié)
GTA (Groupe trotskyste antillais)
CGTG
UIG-CFDT
FEN
CLR (comité lycéen révolutionnaire)
CO (Combat-Ouvrier)
UFG (Union des femmes guadeloupéennes)
PCG
GRS (groupe révolutionnaire socialiste)
UJCG (Union de la jeunesse communiste guadeloupéenne).

Capesterre-Belle-Eau, le 26 mai 1980

ECHOS DES ENTREPRISES

SOCALTRA - MARTINIQUE
LES MENACES DE REIN

Un ouvrier travaillant en déplacement fut renvoyé à l'atelier de Socaltra. Mais sa caisse d'outils resta sur le chantier car elle devait être acheminée par la voiture de l'entreprise.

Lorsqu'il dut repartir le lendemain pour un autre chantier, le patron voyant qu'il n'avait pas ses outils, lui dit alors qu'il ne savait pas ce qui le retenait de lui donner une «baffe» !

Mais ce monsieur ne dit pas toute la vérité. Car ce qui le retient, il le sait bien !

BATIMENT - MARTINIQUE
GETELEC : POUR UN 13ème MOIS TOUT DE SUITE

Le mois dernier, nous avons tenu une Assemblée Générale pour réclamer le 13ème mois au patron. Depuis, malgré plusieurs délégations, la direction n'a toujours pas cédé. De plus en plus, nous pensons qu'il faudrait aider le patron à y réfléchir, car auparavant il a bien cédé entre autres sur l'attribution des chaussures et des gants !

Il faudra donc qu'il cède aussi sur le 13ème mois. Si nous poussons ensemble tous un bon coup, il s'y résoudra bien !

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P
LA GAZE A DECOUPER : C.EST ENCORE NOUS QUI PAYONS LES POTS CASSES.

Ce n'est pas la première fois que l'hôpital est en rupture de stock de compresses. Nous n'en connaissons pas les raisons.

En tout cas, ce n'est pas à nous de payer l'incurie de la gestion de l'hôpital ou de l'état. Car, en attendant l'arrivée des stocks, cela provoque un sur croit de travail.

Si cela continue, il s'agira pour nous de demander du personnel supplémentaire pour

GUADELOUPE
NOUVELLES-GALERIES : RIMBAUD FAIT ECOLE. . .

Depuis que Rimbaud, le patron des Prisunic a augmenté les heures d'ouverture de ses magasins, on dirait qu'une mouche a piqué Juandon le directeur des Nouvelles-Galeries. Il s'est mis à se creuser la tête pour arriver à appliquer les mêmes horaires sans déclencher notre colère.

Déjà une grande partie d'entre nous disent qu'ils ne sont pas d'accord pour faire les frais d'un quelconque changement d'horaire.

En tout cas, dans ses plans, le directeur de vra compter avec nous.

SIG - ABYMES
A GRAND-CAMP, LES MAUVAISES ODEURS MONTENT AU NEZ : LA MOUTARDE AUSSI !

Dans les immeubles Point 4, Moède, depuis plus d'un mois, les tuyaux de poubelles sont bouchés. Nous sommes donc obligées de monter récupérer les ordures dans les tuyaux et les faire descendre. En plus de la fatigue supplémentaire que cela occasionne, il y a les odeurs nauséabondes qui incommodent fortement les femmes de ménage. La colère monte «sur le morne». Nous parlions même de nous rendre en délégation au bureau de la direction Eh bien mettons cette idée à exécution !

SIG - ABYMES
HISTOIRE D'EAU

Plusieurs d'entre nous se sont vu sanctionnés par la suppression de paiement de certaines heures de travail parce que nous mettions de l'eau à la disposition de certains locataires afin qu'ils lavent leurs voitures. D'autres sont menacées de voir une, deux ou trois heures de travail non payées pour cela. Il parait que cette dépense d'eau mettrait la SIG en déficit... Tout d'abord, il faut dire qu'avec toutes les heures qui, pour un oui,pour un non, ne nous sont pas payées, la SIG rembourse la dépense de cette eau et s'y retrouve largement. Ensuite, il est inadmissible que pour cela la direction ampute notre salaire. C'est du vol et c'est comme cela qu'il faut le dénoncer. Et si pour un peu d'eau on nous supprime deux ou trois heures de travail, il y en a certains à la direction qui ne devraient jamais toucher leur salaire entier à la fin du mois.

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F
CLARAC : DE L'AIR MESSIEURS LES DIRECTEURS

Pour une bouffée d'oxygène urgente en D.L.V. nous sommes obligés de transférer le malade en réanimation car il n'existe pas d'installation d'oxygène dans ce service. Nous disposons en tout et pour tout d'un unique obus portatif.

Malgré ses nombreuses rondes, le directeur n'a pas semblé s'apercevoir qu'il manquait d'installation d'oxygène dans ce service. Mais il est vrai qu'à défaut d'en installer, il sait brasser beaucoup d'air.

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F
TRANSPORT GRATIS EN AMBULANCE

Il y en a qui ont la chance de bénéficier du transport gratuit grâce à la direction de l'hôpital. . . ce sont les microbes !

En effet, ces heureux mortels bénéficient d'une attention toute particulière de la part de l'administration : l'ambulance dans laquelle ils voyagent n'est jamais désinfectée. On leur assure ainsi longue vie et voyages gratuits. Quelle délicate attention. Merci Messieurs les directeurs !

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F
CLARAC : «ECONOMISONS L'ENERGIE», PROCLAMAIT LE DIRECTEUR ADJOINT DU CHFF

Il faut éteindre complètement les lumières des vérandas alors que la plupart n'ont pas de veilleuses !

C'est peut-être l'astuce qu'a trouvée le directeur adjoint pour nous surprendre la nuit !

PROJET DE LOI TRANCHANT : UN PROJET REACTIONNAIRE.

Le projet de loi Tranchant ; projet du dépu té réactionnaire du même nom, vise à réduire le 1 % des recettes EDF-GDF versé aux œuvres sociales.

Ce projet qui avait déjà réuni 80 signatures en était à moins de 50 au dernier pointage.

Et ce premier recul a été obtenu grâce aux mouvements de protestation des travailleurs.

Ce projet entre dans le cadre des mesures d'austérité du gouvernement et ces messieurs qui participent au gouvernement sont acharnés à réduire surtout ce qui est favorable aux travailleurs.

Bien entendu, aucun député n'a eu l'idée de réduire sur le 1 % des recettes destinées aux actionnaires de l'EDF-GDF !

BATIMENT - MARTINIQUE
SAPSA : UN DIRECTEUR SPECTACULAIRE

Le directeur de la SAPSA, il n'y a pas longtemps spéculait sur le prix des casques. Il les achetait à bon marché et les revendait aux ouvriers non sans négliger de faire un bénéfice substanciel !

Pour moins que cela, il y en a qui se sont retrouvés en prison !

A PROPOS DES OCCUPATIONS DE TERRE DE CAPESTERRE ...

Il y a deux sortes de courant se situant dans l'opposition ou en tout cas qui se donnent pour anti-colonialistes qui sont très embarrassés de la lutte des ouvriers de Capesterre.

LA MUNICIPALITE FRAPPEE DE STUPEUR

Il s'agit d'abord de la municipalité de Capesterre qui ne sait pas jusqu'à maintenant si elle doit condamner le mouvement ou le soutenir. En tout cas, devant les travailleurs, la Municipalité de Capesterre affirme qu'elle n'est pas contre l'action des occupants. Mais dans les faits on a vu le maire constamment soutenir le camp des propriétaires dont les terres étaient occupées. M. Delacroix invoquait le respect de la légalité. Comme s'il ne savait pas que la légalité en question était faite pour le profit des riches. Comme si cette légalité bien étudiée pour permettre aux riches de piller le travail des pauvres pouvait leur donner satisfaction !

Certains membres de la municipalité (deux) sont timidement venus pour soutenir le mouvement au cours d'un grand meeting qui se tenait à Marquisat. Mais à part l'apparition à Marquisat de ces deux conseillers, les autres, suivant en cela le Maire sont restés muets. Elus par les Capesterriens, dont beaucoup de travailleurs, ces conseillers qui viennent voir quand il s'agit de leur demander de voter pour eux sont aujourd'hui hostiles à leur lutte.

Les travailleurs s'en souviendront le moment venu. Pour l'heure, il s'agit surtout de savoir sur qui on peut compter, quels sont les amis et les ennemis. Et cela, les travailleurs de Capesterre l'apprennent.

QUAND RUPAIRE REFUSE LE SOUTIEN DE L'UPLG, MOUNIEN VOLE AU SECOURS DE MAX MARTIN

L'autre courant qui se distingue par une façon très spéciale de soutenir les ouvriers agricoles et les jeunes chômeurs de Capesterre, c'est celui qui apparait sous le nom de l'UPLG et des syndicats UTA et UPG.

Tout d'abord, c'est Rupaire Sonny, qui représentant l'UPLG dans une réunion destinée à organiser meeting et manifestation unitaires déclare qu'il ne soutiendra pas d'action en question tant que COMBAT OUVRIER sera présent autour de la table. Il explique alors qu'ayant été critiqué par CO qui a taxé l'UPLG d'être une organisation de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, il ne pouvait se trouver dans les mêmes réunions que CO.

Les autres organisations présentes et le Comité des occupants de Capesterre désapprouvèrent une telle attitude. Comme le dit une travailleuse du Comité c'est aux travailleurs que Rupaire refuse le soutien de son organisation et non à Combat Ouvrier. Elle ajouta que c'est l'UPLG qui soulève la première ce genre de problème. Que jusqu'ici tout le monde était accepté de la même façon par le Comité d'occupation.

Mais l'attitude de Rupaire n'est pas due au hasard. Elle ne s'explique pas par le prétexte qu'il a pris. Le courant UPLG et les syndicats qu'il influence UTA-UPG – UNEEG furent tous absents de la réunion unitaire. Il faut croire que le représentant de l'UPLG parlait en leur nom à tous. C'est à noter aussi pour l'avenir. Et les travailleurs qui sont à l'UTA et à l'UPG, les lycéens de l'UNEEG doivent savoir qu'il suffit que l'UPLG participe ou ne participe pas à une réunion pour que leur syndicat en fasse autant ! !

Si l'UPLG réagit ainsi c'est que deux choses la gènent dans la lutte de Capesterre.

Premièrement, c'est que ce mouvement se déroule de façon effectivement démocratique et non selon les habitudes de caporalisation de l'UPLG et des syndicats qu'il contrôle. Ce sont effectivement les travailleurs qui dirigent leur mouvement à Capesterre. Et la participation populaire à la lutte en témoigne largement. Les rapports du Comité d'Occupation avec les autres partis et syndicats, sont eux aussi marqués de ce sceau de la démocratie ouvrière. Le climat existant à Capesterre est celui de la liberté d'idées, d'opinions et d'expression. Liberté dont Rupaire a pu profiter tant qu'il a voulu.

La deuxième chose qui gène ce courant - c'est sous la langue de Mounien Rosan qu'elle apparait dans son interview à France-Antilles. Au cours de cette interview Mounien, qui est le dirigeant de l'UTA-UPG, explique que l'action de Capesterre était mal préparée et mal organisée... et pour expliquer en quoi, il dit alors que cette action vise des patrons guadeloupéens et non les multinationales étrangères ! Ainsi voilà Mounien qui vole au secours des grands propriétaires de Capesterre. Voilà un syndicaliste qui ne ménage pas ses critiques aux travailleurs en lutte mais qui appelle à ménager les Martin, Thionville et autres.

Mais Mounien se met le doigt dans l'œil jusqu'à l'épaule avec son soutien aux patrons guadeloupéens car lesdits patrons notamment Max Martin sont liés eux aussi aux capitalistes «étrangers». Exemple : Max Martin est lié à la Compagnie Fruitière et lui fournit des plans de banane.

Ainsi, nous avons le tableau suivant : Rupaire et l'UPLG refusent de soutenir la lutte des ouvriers de Capesterre et Mounien, lui, prend la défense des propriétaires guadeloupéens ! Et pour faire bonne mesure, Mounien, voulant vraiment toucher et déconsidérer les travailleurs occupants de Capesterre y va carrément d'un mensonge en disant que les occupants ont pris des terres à Gérard Lauriette ! C'est le comble ! Mounien aurait dû savoir que Lauriette Gérard a moralement soutenu le mouvement depuis le début et n'a pas joué les procureurs défenseurs de la propriété privée des riches comme le fait le soi-disant «syndicaliste révolutionnaire» Mounien.

La position de Mounien qui soutient et défend le propriétaire Max Martin qui lui-même est en cheville avec la Compagnie Fruitière est donc en définitive un soutien à la Compagnie Fruitière. Alors que fait Mounien à Sainte-Rose ? Comment peut-il expliquer aux travailleurs de Sainte-Rose qu'il prend la défense des amis de la Compagnie Fruitière à Capesterre et dénigre la lutte que mènent contre eux les travailleurs ? N'est-ce pas un affaiblissement des travailleurs de Sainte-Rose ?

En tout cas les positions prises aujourd'hui ouvrent les yeux sur ce que pourra être demain l'action du courant UPLG-UTA et cie... Les travailleurs et les jeunes qui sont derrière les dirigeants à la Rupaire et Mounien se préparent de lourdes désillusions s'ils pensent que ces dirigeants peuvent conduire à autre chose demain qu'au pouvoir des «patrons et des propriétaires guadeloupéens».

Au stade où en est la lutte de libération nationale de la Guadeloupe, ils peuvent se poser des questions et faire d'autres choix, notamment celui de ne pas renforcer un courant qui ouvertement se donne comme objectif de conduire à la tête du pays la classe des patrons et propriétaires guadeloupéens, ceux-là mêmes qui écrasent déjà les travailleurs, les agressent à coups de crosse de révolver (comme ce Max Martin que Mounien défend !).

Les travailleurs et les jeunes de l'UPLG-UTA doivent demander des comptes à Mounien et Rupaire sur leur politique. En tout cas, les travailleurs de Capesterre ne se font aucune illusion sur ce que Rupaire et Mounien représentent.

G. RASSAMY

Sous la tente de Marquisat: discussions, information, éducation ...

Depuis que le mouvement d'occupation des terres est commencé à Capesterre, il y a chaque soir pas moins d'une centaine de personnes qui viennent écouter, discuter et intervenir au meeting qui se tient sous la tente de Marquisat, et souvent ce sont 150 à 200 personnes qui sont là.

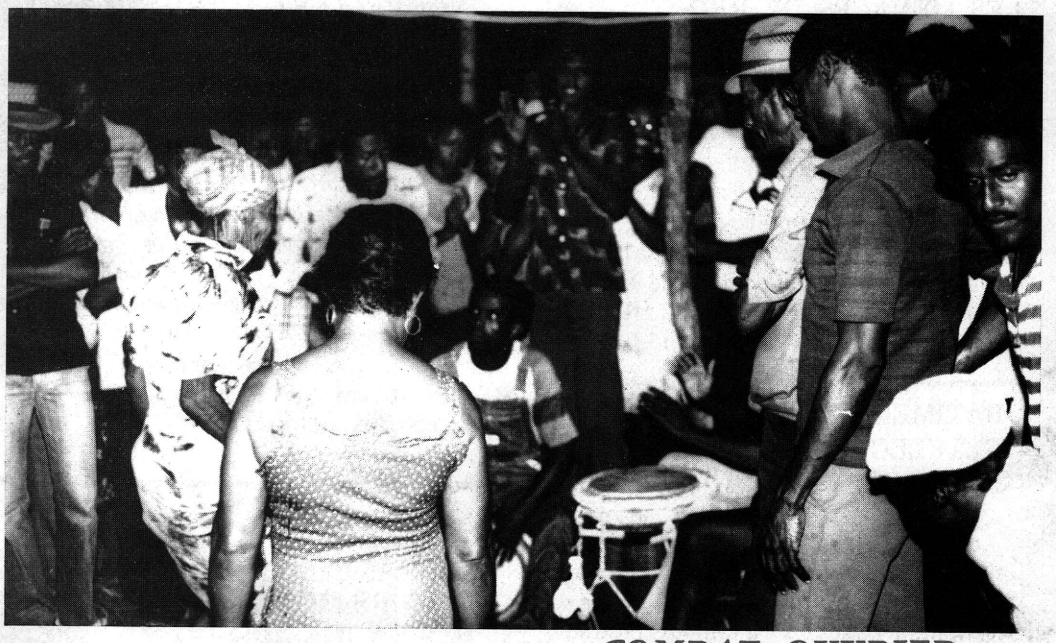
Certains travailleurs ou jeunes font parfois des kilomètres à pied pour venir écouter les conférences ou simplement pour se retrouver là avec d'autres travailleurs, avec d'autres jeunes. Les discussions vont alors bon train, chacun expliquant ses propres problèmes où les faits dont il a été le témoin pendant la journée.

Puis, vers 19 heures trente, c'est la conférence du Comité d'occupation. Les membres du Comité font le point sur le mouvement ou parfois interviennent sur ce qui se passe dans certaines plantations. Puis, tous ceux qui le veulent peuvent s'inscrire pour prendre la parole. C'est ainsi que des membres de partis politiques interviennent ; des ouvriers des plantations, des jeunes des lycées, une femme poète nous a lu à deux reprises ses poèmes.

Souvent des interventions portent sur les méfaits des patrons de la banane. Et des décisions sont prises pour réagir contre cela. Cette orientation est encore timide et devrait s'amplifier encore.

La «tente» de Marquisat, c'est un point de rassemblement pour les travailleurs, les jeunes, les femmes qui ont quelque chose à dire. C'est un point de ralliement le soir après le travail.

Il fait meilleur se retrouver là ensemble que chacun chez soi pour discuter de ses problèmes, envisager l'avenir...



La «tente» c'est aussi un lieu où se discute et s'organise l'action autour des occupations de terres. C'est ainsi que de là est partie l'organisation d'un grand meeting avec toutes les organisations politiques et syndicales se situant dans les rangs des travailleurs. Ce meeting se tiendra devant le Hall des Sports de Pointe-à-àPitre.

Il est prévu aussi d'organiser une manifestation sur Capesterre qui viendra après un défilé dans le bourg, sur les terres occupées, soutenir les occupants.

Beaucoup de choses sont à faire. Il y a des idées qui sortent de toutes les têtes. Il y a donc une chose que ni les gendarmes, ni les CRS de M. Maillard, le préfet, ne peuvent empêcher, c'est que les travailleurs s'instruisent, s'éduquent à travers la lutte en cours.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728